

**FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES
DE LA MEUSE**

15 Rue Robert Lhuerre

55001 BAR LE DUC Cedex

--oOo--

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES
DE LA MEUSE**

15 Rue Robert Lhuerre

55001 BAR LE DUC Cedex

-oOo-

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de la Fédération,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération des Œuvres Laïques de la Meuse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération des Œuvres Laïques de la Meuse à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que **les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

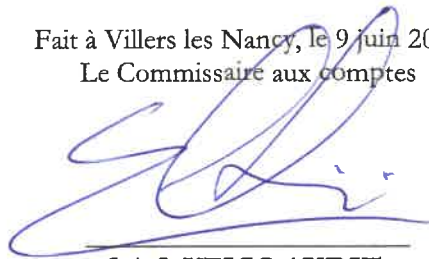
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villers les Nancy, le 9 juin 2025
Le Commissaire aux comptes



S.A.S. YZICO AUDIT,
Représentée par
Monsieur Yann OLLIVIER

BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice 2024 (selon ANC 2023-03)			(selon ANC 2023-03)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	4 566 839,05	3 815 836,92	751 002,10	816 262,25	816 262,25
Terrains	8 420,53		8 420,53	8 420,53	8 420,53
Constructions	4 131 531,61	3 423 572,72	707 958,86	784 054,82	784 054,82
Installations techniques, matériel et outillage industriels	426 886,91	392 264,20	34 622,71	23 786,90	23 786,90
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>					
Immobilisations financières	3 957,23		3 957,23	3 717,23	3 717,23
Participations et Créances rattachées					
Autres titres immobilisés	255,00		255,00	15,00	15,00
Prêts	2 396,80		2 396,80	2 396,80	2 396,80
Autres	1 305,43		1 305,43	1 305,43	1 305,43
Total I	4 570 796,28	3 815 836,92	754 959,33	819 979,48	819 979,48
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Fournisseurs acomptes					
Créances	445 899,11	12 006,37	433 892,74	422 616,22	393 273,44
Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 087,96	1 728,77	43 359,19	43 506,07	43 506,07
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>					
Autres	373 503,89	10 277,60	363 226,29	349 767,37	349 767,37
<i>Charges constatées d'avances</i>	27 307,26		27 307,26	29 342,78	
Valeurs mobilières de placement	120 000,00		120 000,00	170 000,00	170 000,00
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	710 382,73		710 382,73	447 196,67	447 196,67
Charges constatées d'avance					29 342,78
Total II	1 276 281,84	12 006,37	1 264 275,47	1 039 812,89	1 039 812,89
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion Actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	5 847 078,12	3 827 843,29	2 019 234,80	1 859 792,37	1 859 792,37

BILAN PASSIF AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice 2024 (selon ANC 2023-03)	Exercice 2023 (selon ANC 2023-03)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS			
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	2 186 850,95	2 186 850,95	2 186 850,95
Fonds propres statutaires	2 186 850,95	2 186 850,95	2 186 850,95
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise	83 506,30	83 506,30	83 506,30
Fonds statutaires			
Fonds propres complémentaires	83 506,30	83 506,30	83 506,30
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité			
Autres			
Report à nouveau	-1 341 119,02	-1 313 987,92	-1 313 987,92
Excédent ou déficit de l'exercice	112 059,83	-27 131,10	-27 131,10
Situation nette (sous total)	1 041 298,06	929 238,23	929 238,23
Fonds propres consommables	326 042,72	358 951,84	358 951,84
Subventions d'investissement	326 042,72	358 951,84	358 951,84
Provisions réglementées			
Total I	1 367 340,78	1 288 190,07	1 288 190,07
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		6 810,72	6 810,72
Total II		6 810,72	6 810,72
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	311 479,80	305 347,20	305 347,20
Total III	311 479,80	305 347,20	305 347,20
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses	77 736,61	50 175,93	50 175,93
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	155 008,49	101 561,07	101 561,07
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	98 151,96	101 329,79	101 329,79
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	5 907,02	2 259,33	2 259,33
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	3 610,14	4 118,26	4 118,26
Total IV	340 414,22	259 444,38	259 444,38
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 019 234,80	1 859 792,37	1 859 792,37

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 (selon ANC 2023-03)	Exercice 2023 (selon ANC 2023-03)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	18 766,45	38 043,80	38 043,80
Ventes de biens et services	1 704 229,83	1 606 690,88	1 606 690,88
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de service	1 704 229,83	1 606 690,88	1 606 690,88
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs	556 545,06	612 833,80	567 189,72
Concours publics et subventions d'exploitation	556 545,06	612 833,80	567 189,72
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19 171,57	9 700,05	9 700,05
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	8 455,49	4 313,40	
Utilisations des fonds dédiés	6 810,72		
Autres produits	1 791,72		
Total I	2 315 770,84	2 271 581,93	2 221 624,45
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	342 742,84	401 602,03	401 602,03
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	714 766,93	720 065,78	720 065,78
Aides financières	29 817,00	29 817,00	29 817,00
Impôts, taxes et versements assimilés	52 467,88	51 930,38	51 930,38
Salaires et traitements	729 848,81	680 573,09	680 573,09
Charges sociales	197 743,94	180 084,05	180 084,05
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	97 822,51	100 501,39	100 501,39
Dotations aux provisions	25 357,54	90 803,31	40 803,31
Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	101,36	3 534,91	
Reports en fonds dédiés		6 810,72	6 810,72
Autres charges	18 424,64	36 305,06	36 305,06
Total II	2 209 093,45	2 302 027,72	2 248 492,81
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	106 677,39	-30 445,79	-26 868,36
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 776,95		
Autres intérêts et produits assimilés	2 426,65	2 291,16	2 291,16
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total III	4 203,60	2 291,16	2 291,16
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total IV	0,00	0,00	0,00
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	4 203,60	2 291,16	2 291,16
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	110 880,99	-28 154,63	-24 577,20
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	1 580,61	2 878,24	2 878,24
Sur opérations en capital dont quote-part subventions d'investissement			49 957,48
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
Total V	1 580,61	2 878,24	52 835,72
CHARGES EXCEPTIONNELLES			

Sur opérations de gestion	401,77	1 854,71	1 854,71
Sur opérations en capital			3 534,91
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			50 000,00
Total VI	401,77	1 854,71	55 389,62
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 178,84	1 023,53	-2 553,90
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)	2 321 555,05	2 276 751,33	2 276 751,33
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 209 495,22	2 303 882,43	2 303 882,43
EXCEDENT OU DEFICIT	112 059,83	-27 131,10	-27 131,10
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL	0,00	0,00	0,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL	0,00	0,00	0,00

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, FEDERATION DEPARTEMENTALE DE LA MEUSE

MOUVEMENT D'EDUCATION POPULAIRE

DITE

« FEDERATION DES ŒUVRES LAÏQUES DE LA MEUSE »

Association loi du 1^{er} juillet 1901.



Objet social de l'entité :

La Fédération des Œuvres Laïques de la Meuse, fondée en 1945 a pour but, au service de l'idéal laïc, démocratique et républicain de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Elle fédère et rassemble des personnes morales et des membres animés du même esprit.

Mouvement d'Education Populaire, elle invite les femmes et les hommes à débattre et à agir afin :

1. de permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y situer, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux politiques le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix.
2. de développer toutes les initiatives collectives et associatives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs.
3. de faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente :
 - pour garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation républicaine des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens.
 - pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment en raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle.

Dès lors, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales.

Pour atteindre les buts définis par l'article 3, la Fédération des Œuvres Laïques de la Meuse participe à l'élaboration démocratique et à la mise en œuvre des politiques publiques d'éducation, de formation, d'action culturelle, sportive et sociale, en ce qu'elles favorisent sur le territoire départemental une réelle garantie des droits civils et politiques, économiques et sociaux, des libertés fondamentales et du progrès de la démocratie.

Comme mouvement d'éducation populaire, elle se donne pour mission d'être :

- Un mouvement d'Education Laïque qui concourt à la démocratisation, à l'extension et à l'amélioration du service public de l'Education Nationale, sur le département de la Meuse, associant les collectivités locales et les citoyens dans le respect de la mixité sociale et de la diversité culturelle.
- Un mouvement social fédérant des associations, des personnes morales et des adhérents à titre individuel, qui encourage toutes les initiatives individuelles ou collectives, en vue de développer l'éducation tout au long de la vie, de favoriser l'engagement civique et de faire vivre la solidarité. Pour cela, elle suscite la création d'associations et d'institutions laïques éducatives, culturelles, sportives et sociales. Elle contribue à l'animation de ces associations et institutions et à la défense de leurs intérêts.
- Un mouvement d'idées qui favorise la rencontre et le débat au service d'une meilleure compréhension des questions de société et pour exercer une pleine citoyenneté.
- Une organisation de l'économie sociale qui promeut l'économie au service des hommes et des femmes et développe des activités s'inscrivant dans ce cadre tout en respectant son caractère à but non lucratif, notamment l'organisation de services éducatifs, sociaux et culturels, de voyages et séjours de vacances, d'activités sportives et de loisirs, d'actions de formation.

Description des moyens mis en œuvres

Pour mettre en œuvres ses missions :

- Elle favorise le développement et accompagne l'action des associations locales et des groupements affiliés et elle peut se doter, sur proposition du conseil d'administration et décision de l'assemblée générale, de structures adéquates pour favoriser la rencontre et le débat entre citoyens ou pour gérer un domaine d'activité déterminé dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre de son objet social.
- Pour développer les activités physiques, sportives et de plein air, dans un cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, sont constitués en son sein un comité département UFOLEP et un comité départemental USEP.
- Le règlement intérieur précisera, en tant que besoin, la nature de ces structures, leur insertion dans la fédération et les modalités de participation à leur fonctionnement.

Elle peut, en outre, recourir à tous moyens d'action qui permettent d'atteindre légalement les buts et missions fixés dans les présents statuts, notamment : organisation de congrès, colloques, séminaires, études et recherches, édition de publications, organisation d'expositions, de spectacles, accompagnement à projets, conseil, aide et formation de cadres pour le développement et la coordination des associations diverses contribuant à la réalisation de ses buts, appel à la générosité, achat, location de biens, meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement de son objet et gestion de tous services y contribuant à titre onéreux ou gratuit ainsi que la vente de biens et de produits permettant de l'atteindre.



Principes, règles et méthodes comptables.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, nous appliquons le nouveau plan comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Le nouveau plan comptable répond à un besoin de transparence et de visibilité quant aux comptes des associations.

Les comptes annuels de l'exercice, d'une durée de douze mois, clôturés le 31 décembre 2024 ont été arrêtés selon le règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 et se caractérisent par les données suivantes :

• TOTAL NET DU BILAN :	2 019 234,80
• TOTAL DU COMPTE DE RESULTAT	
• en produits :	2 321 555,05
• en charges :	2 209 495,22
• RESULTAT NET COMPTABLE :	112 059,83



Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels (sauf indication sur les changements de méthode) et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Changement de méthodes comptables :

Le règlement 2023-03 du 07/07/2023 modifie divers règlements de l'Autorité des Normes Comptable (ANC) en coordination avec le règlement ANC 2022-06 du 04/11/2022, relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement applicable au 01/01/2025 a été mis en application sur l'exercice 2024, ce qui permettra une bonne comparaison des prochains exercices N et N-1.

Les principaux changements se sont portés sur :

- La suppression des « transferts de charges »
- Les reprises des subventions sont reclassées en 747 au lieu et en place du compte 777
- Les charges constatées d'avances sont déplacées après la ligne « autres créances »
- Les sorties d'immobilisations auparavant enregistrées dans les comptes 675 et 775 sont désormais constatées dans les comptes 657 et 757.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les règlements du CRC 2002-10 et 2004-06 relatifs à la nouvelle définition des actifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2005 prévoit la décomposition des immobilisations et de l'amortissement des dits composants selon la durée d'utilisation prévue par l'entité. Toutefois, il est prévu une

dérogation à ces dispositifs pour les PME ne dépassant pas deux des trois seuils suivants à clôture de l'exercice (ANC 2018-01) :

- Total du bilan : 4 000 000 €
- Chiffre d'affaires : 8 000 000 €
- Effectif moyen de l'exercice : 50



La Fédération des Œuvres Laïques de la Meuse ne dépassant pas deux des trois seuils mentionnés ci-dessus au 31 décembre 2024, l'association n'a pas procédé à la révision des plans d'amortissement de ses immobilisations inscrites à l'actif et a, par conséquent, aligné des durées d'amortissement sur les durées d'usage des biens.

Le centre La Mazurie à Beaulieu en Argonne est en vente, une provision pour dépréciation d'immobilisation est comptabilisée pour 50 000,00 €

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

L'association possède plusieurs terrains de très petite surface dans le département qui ne sont pas comptabilisés dans l'actif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La partie non utilisée des subventions de fonctionnement fait l'objet d'un report au bénéfice de l'exercice suivant. Cette ligne apparaît en charges d'exploitation sur la ligne "Reports en fonds dédiés" et au passif de bilan en "Fonds reportés et dédiés".

La dotation à la provision de départ à la retraite pour les salariés âgés de plus de 40 ans et plus, sur l'exercice est de 23 628,77 €, après reprise, la provision totale de ces indemnités, charges sociales et fiscales incluses, s'élève à 311 479,80 €.

La charte nationale à la convention-cadre des activités et séjours vacances de la Ligue de l'Enseignement, votée le 30 janvier 2014, en ag extraordinaire a été mise en place pour notre région Grand-Est en 2016.

Contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires n'ont pas fait l'objet sur l'exercice d'une valorisation.

L'entité n'est pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature, et principalement sur l'activité des Accueils Collectifs de Mineurs que nous organisons pour le compte de communes ou de communautés de communes

Faits marquants.

Néant.

ANNEXE au BILAN et COMPTE DE RESULTAT

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	2 186 850,95				2 186 850,95
Fonds propres avec droit de reprise	83 506,30				83 506,30
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	-1 313 987,92	27 131,10			-1 341 119,02
Excédent ou déficit de l'exercice	-27 131,10		112 059,83		112 059,83
Situation nette	929 238,23		112 059,83	0,00	1 041 298,06
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	358 951,84		9 995,25	42 904,37	326 042,72
Provisions réglementées					
TOTAL	1 288 190,07		122 055,08	42 904,37	1 367 340,78

Legs, donations et assurances-Vie

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	néant
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	néant
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
SOLDE DE LA RUBRIQUE	

ANNEXE au BILAN et COMPTE DE RESULTAT

IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immob, au début de l'exercice(1)	Augmentations Réévaluation de l'exercice(2)	Acq. Création apports vir P.P(3)
I N C	Frais d'établissement, de recherche, de développement TOTAL I				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II				
	Terrains		8 420,53		
C O R P O R E L L E S	Constructions	Sur sol propre	2 111 972,19		
		Sur sol d'autrui			
		Installations générales, agencements et aménagement des constructions	2 010 694,34		9 536,96
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		352 743,35		14 669,16
	Autres Immobilisations corporelles	Installations générales, agencements et aménagement divers*	4 701,46		
		Matériel de transport*	1 461,64		
		Matériel de bureau, inform., mobilier	64 204,66		8 457,60
	Immobilisations corporelles en cours		0,00		
	Avances et acomptes				
	TOTAL III		4 554 198,17	0,00	32 663,72
F I N A N	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		15,00		240,00
	Autres titres immobilisés		3 702,23		
	Prêts et autres immobilisations financières				
	TOTAL IV		3 717,23	-	240,00
TOTAL GENERAL(I+II+III+IV)			4 557 915,40	-	32 903,72

IMMOBILISATIONS			Diminution		Valeur brute des immob. en fin d'exercice 3	Réévaluation légale
			Par virement poste à poste 1	Par cessions à des tiers ou mises HS 2		Val. Origine immo. en fin d'exercice 4
I N C	Frais d'établissement, de recherche, de développement					
	TOTAL I					
	Autres postes d'immobilisations incorporelles					
	TOTAL II					
	Terrains				8 420,53	
C O R P O R E L L E S	Constructions	Sur sol propre			2 111 972,19	
		Sur sol d'autrui				
		Installations générales, agencés et aménagés des constructions			2 020 231,30	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		15 595,71		351 816,80	
	Autres Immobilisations corporelles	Installations gles, agencés et aménagements divers*	671,88		4 029,58	
		Matériel de transport*			1 461,64	
		Matde bureau, inform., mobilier	3 755,25		68 907,01	
	Immobilisations corporelles en cours				0,00	
	Avances et acomptes					
	TOTAL III		20 022,84	0,00	4 566 839,05	
	F I N A N	Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				255,00		
Autres titres immobilisés				3 702,23		
Prêts et autres immobilisations financières						
TOTAL IV				3 957,23		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)			20 022,84	0,00	4 570 796,28	

ANNEXE au BILAN et COMPTE DE RESULTAT

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE						
	IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements en début d'ex	Augmentation dotation de l'exercice	Diminution amort. Sortis de l'actif et reprises	Virement de poste
			1	2	3	4
I N C	Frais d'établissement, de recherche, de développement					
	TOTAL I					
	Autres immobilisations incorporelles					
C O R P O R E L L E S	TOTAL II					
	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre	1 477 146,23	94 745,17		1 571 891,40
		Sur sol d'autrui				
		Inst gles, agenc et aménagements des const	1 811 465,45	40 215,87		1 851 681,32
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		329 717,53	12 087,39	15 595,71	326 209,21
	Autres Immobilisations corporelles	Installations gles, agencs et aménagts divers	4 701,46			4 701,46
		transport*	1 461,64			1 461,64
		Mat. de bureau, inform., mobilier	63 443,58	774,08	4 325,77	59 891,89
		Emballages récupérables et divers				
	TOTAL III		3 687 935,89	147 822,51	19 921,48	3 815 836,92
	TOTAL GENERAL (I+II+III)		3 687 935,89	147 822,51	19 921,48	3 815 836,92

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		amortissements linéaires	prov. Pour dépréciations exceptionnelles	
		1		
Frais d'établissement, de recherche, de développement				
TOTAL I				
Immobilisations incorporelles				
TOTAL II				
Terrains				
Constructions	Sur sol propre	44 745,17	50 000,00	
	Sur sol d'autrui			
	Inst gles, agenc et aménagements des constructions	40 215,87		
Installations techniques, matériel et outillage industriels		12 087,39		
Autres Immobilisations corporelles	Installations gles, agencs et aménagts divers			
	matériel de transport*			
	Mat. de bureau, inform., mobilier	774,08		
	Emballages récupérables et divers			
TOTAL III		97 822,51	50 000,00	
TOTAL GENERAL (I+II+III)		97 822,51	50 000,00	147 822,51

ANNEXE au BILAN et COMPTE DE RESULTAT

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	6 810,72		6 810,72			6 810,72	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	6 810,72	0,00	6 810,72			6 810,72	

NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Reprises exercice	DIMINUTIONS	Montant à la fin de l'exercice*
P O U R R I S Q U E S E T C H A R G E S	Provisions pour litige				
	Provisions pour garanties données aux clients				
	Provisions pour grosses réparations				
	Provisions à perte sur marches à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Provisions pour pensions et obligations similaires	305 347,20	23 628,77	17 496,17	311 479,80
	Provisions pour emploi				
	Provisions pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour charges sociales et fiscales				
	Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL I		305 347,20	23 628,77	17 496,17	311 479,80
D E P R E C I A T I O N	Sur immobilisations				
	Incorporelles				
	Corporelles	50 000,00			50 000,00
	Titres mis en équival.				
	Titres de placement				
	Autres immob.financ.				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients + réseau	11 953,00	1 728,77	1 675,40	12 006,37
	Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL II		61 953,00	1 728,77	1 675,40	62 006,37
TOTAL GENERAL (I+II)		367 300,20	25 357,54	19 171,57	373 486,17

Dont dotations et reprises d'exploitation

Dont dotations et reprises financières

Dont dotations et reprises exceptionnelles

ANNEXE au BILAN et COMPTE DE RESULTAT

ETAT DES CREANCES				Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participants					
	Prêts (1) (2)			2 396,80		2 396,80
	Autres immobilisations financières			1 305,43		1 305,43
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux + réseau			12 006,37	1 728,77	10 277,60
	Autres créances clients			65 265,87	65 265,87	
	Créances de titres (Prov.pour prêts * (déprec,ant,))					
	Personnel et compte rattachés					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			4 249,37	4 249,37	
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
		Taxe sur la valeur ajoutée				
	Autres impôts, taxes et versements assimilés					
	Divers			193 249,35	193 249,35	
	Groupe et associés(2)			137 957,56	137 957,56	
	Débiteurs divers (Dt créances, rel.op.pension de titres)			5 863,33	5 863,33	
Charges constatées d'avance				27 307,26	27 307,26	
TOTALUX				449 601,34	435 621,51	13 979,83
REN- VOIS	.(1)	Montant des	Prêts accordés en cours d'exercice			
	.(2)		Remboursements en cours d'exercice			
			Prêts et avances consentis aux assoc (pers.phys.)	13 236,27	13 236,27	

ETAT DES DETTES			Montant brut	A 1 an au +	A + d'un an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles(1)						
Autres emprunts obligatoires(1)						
Emprunts et dettes auprès des et de crédit(1)	à 2 ans maximum à l'origine					
	à plus de 2 ans à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses(1) (2)						
Fournisseurs et comptes rattachés			159 407,41	159 407,41		
Personnel et comptes rattachés			43 364,27	43 364,27		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			37 402,49	37 402,49		
Etat et Autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices					
	Taxes sur la valeur ajoutée					
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts, taxes et assimilés		12 986,28	12 986,28		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
Groupe et associés(2)			77 736,61	77 736,61		
Autres dettes (Dt dettes rél.à des op. pension de titres)			5 907,02	5 907,02		
Fonds dédiés						
Produits constatés d'avance			3 610,14	3 610,14		
TOTALUX			340 414,22	340 414,22		
R E N V O I S	.(1)	Emprunts souscrits en cours d'ex				
		Emprunts remboursés en cours d'ex.				
	.(2)	Montant des divers emprunts et dettes contractées auprès des associés pers.physiques	10 979,67			

ANNEXE au BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS A RECEVOIR

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	255,00
Créances clients et comptes rattachés, à établir	13 181,37
Autres créances	4 392,88
TOTAL	17 829,25

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	
Emprunts obligatoires convertibles	
Autres emprunts obligatoires	
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 743,26
Dettes fiscales et sociales	16 409,49
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	18 474,05
TOTAL	137 626,80

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	CHARGES	PRODUITS
Charges/produits d'exploitation	27 307,26	3 610,14
Charges/produits financiers		
Charges/produits exceptionnels		
TOTAL	27 307,26	3 610,14

ANNEXE au BILAN et COMPTE DE RESULTAT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Subventions investissements	Montant début exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
Subventions investissements perçues	1 434 752,54	9 995,25	45 644,08	1 490 391,87
Reprises subventions virées au résultat	1 075 800,70	42 904,37	45 644,08	1 164 349,15
Total	358 951,84	-32 909,12	0,00	326 042,72

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATIONS

	2024
Concours publics affectés aux accueils collectifs de mineurs	161 898,22
SOUS-TOTAL CONCOURS PUBLICS	161 898,22
Subvention Ligue de l' Enseignement, convention à la gestion des moyens CPO	159 972,00
Subventions ETAT	8 417,00
Subvention REGION GRAND-EST	11 474,00
Subventions DEPARTEMENTS	
Subventions CAF de la Meuse	20 000,00
Autres subventions	151 879,47
SOUS-TOTAL DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	351 742,47
Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	42 904,37
SOUS-TOTAL QUOTE-PART SUBVENTION D'INVESTISSEMENT VIREES AU RESULTAT DE L'EXERCICE	42 904,37
TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATIONS	556 545,06



ANNEXE au BILAN et COMPTE DE RESULTAT

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	Montant en €
Effets escomptés non échus vals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés Les intérêts d'Emprunts	
TOTAL (1)	-
(1) Dont concernant les dirigeants les filiales les participations les autres entreprises liées dont engagements assortis de suretés réelles	

**DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES :**

Engagements donnés	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes divers (réseau)	
TOTAL (1)	

EFFECTIF REEL AU 31/12/24 SELON LA CCNA

	Personnel salarié	Nature des contrats			Personnel détaché
		CDI	CDD	APP	
Cadres	2	2			
Techniciens Agents de maîtrise	13	13			
Employés	3	3			
TOTAL	18	18			

FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DE LA MEUSE

EVOLUTION STRUCTURE FINANCIERE TOTALE

Exercice	2024	N 31/12/2024	N-1 31/12/2023	Variation N/N-1	N-2 31/12/2022	Variation N-1/N-2
RESSOURCES DURABLES						
Fonds propres	5 494 658	5 331 473	163 185		5 298 005	33 468
Subventions d'Investissements	1 041 298	929 238	112 060		956 369	-27 131
Résultat sous contrôle de tiers financeur	326 043	358 952	21 002		396 076	-37 124
Autres fonds associatifs						
Provisions pour risques et charges	311 480	305 347		0	266 219	0
Emprunts						
Amort, et provisions(immobilisations immobilières)	3 423 573	3 338 612	84 961		3 204 364	134 248
Amort, et provisions(immobilisations financières)			0			
Amort, et provisions(autres immobilisations)	392 264	399 324	-7 060		474 977	-75 653
EMPLOIS STABLES						
Immobilisations immobilières(valeur brute)	4 570 796	4 557 915	12 881		4 621 936	-64 021
Immobilisations financières(valeur brute)	4 139 952	4 131 087	8 865		4 107 974	23 113
Autres immobilisations(valeur brute)	3 957	3 717	3 717		3 717	
Charges à répartir(valeur nette)	426 887	423 111	3 776		510 245	-87 134
FONDS DE ROULEMENT						
	923 861	773 558	150 303		676 069	97 489
EMPLOIS OU BESOINS COURANTS						
Stocks et encours(valeur brute)	445 899	434 569	11 330		420 083	14 486
Avances et acomptes versés	35 143	25 071	10 072		32 268	-7 197
Créances et comptes rattachés(valeur brute)	383 449	380 155	3 294		356 375	23 780
Charges constatées d'avance	27 307	29 343	-2 036		31 440	-2 097
RESSOURCES COURANTES						
Provisions(actif circulant)	352 421	278 208	74 213		227 061	51 147
Fonds dédiés	12 006	11 953	53		11 078	875
Dettes financières	0	6 811	-6 811		12 379	-5 568
Avances et acomptes reçus	77 737	50 176	27 561		34 273	15 903
Autres dettes	77 419	36 609	40 810		20 620	15 989
Produits constatés d'avance	181 648	168 541	13 107		147 687	20 854
	3 610	4 118	-508		1 024	3 094
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT						
	93 479	156 361	-62 882		193 022	-36 661
Valeurs mobilières de placement	120 000	170 000	0		170 000	0
Disponibilités	710 383	447 197	263 186		313 049	134 148
Découverts et concours bancaires courants						
TRESORERIE						
	830 383	617 197	213 186		483 049	134 148



FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DE LA MEUSE

EVOLUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Exercice	N 31/12/2024	N-1 31/12/2023	Variation N/N-1	N-2 31/12/2022	Variation N-1/N-2
RESULTAT COURANT	110 881	-24 577	135 458	-38 435	13 858
+ Dotations aux amortissements(fonctionnement)	97 823	100 501	-2 678	102 348	-1 847
- Reprises sur amortissements(fonctionnement)					
+ Dotations aux provisions(fonctionnement)	25 358	40 803	-15 445	39 216	1 587
- Reprises sur provisions(fonctionnement)	-19 172	-800	-18 372	-102 420	101 620
+ Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	6 811	-6 811	12 379	-5 568
- Report des ressources non utilisées	-6 811		-6 811	-4 464	4 464
+Dotations aux amort et provisions(financier)					
-Reprises sur amort et provisions(financier)					
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT COURANTE	208 078	122 738	85 340	8 624	114 114
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 179	-2 554	3 733	53 742	-56 296
+ Dotations aux amortissements (exceptionnel)					
- Reprises sur amortissements (exceptionnel)					
+ Dotations aux provisions(exceptionnel)		50 000			50 000
- Reprises sur provisions (exceptionnel)					
+ Valeurs nettes des éléments d'actifs sortis		3 535		133	3 402
- Produits des cessions d'éléments d'actif		-4 313	4 313	-400	-3 913
- Quote part subventionsd d'investissements virée au CR		-45 644		-46 568	
+ Reprise déficit ss contrôle de tiers finaceur					
- Reprise excédent ss contrôle de tiers finaceur					
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT EXCEPTIONNELLE	1 179	1 024	155	6 907	-5 883
- Participation des salariés					
- Impôt sur les sociétés					
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT TOTALE	209 257	123 762	85 495	15 531	108 231
RESULTAT NET	112 060	-27 131	139 191	15 308	-42 439

